



COMMUNIQUE N° 0006/ 2016 DU MOUVEMENT CITOYEN POUR L'AVENIR DU BURUNDI « M.C.A » A
L'OCCASION DU 16^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA
RECONCILIATION AU BURUNDI.

1. A l'occasion du 16^{ème} anniversaire de l'Accord d'ARUSHA pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, signé le 28 août 2000, la Commission Nationale chargée du Dialogue Intérieur (CNDI) vient de rendre publiques les conclusions des pseudo-consultations populaires. Au cours d'une conférence de presse animée ce mercredi le 24 Août 2016, le président de la CNDI a annoncé les propositions de l'amendement de la Constitution et l'enterrement définitif de l'Accord d'ARUSHA pour la paix et la Réconciliation au Burundi,
2. Les propositions de cet amendement tels qu'énoncées par le président de ladite commission prouvent en suffisance l'intention malhonnête d'instaurer une royauté au Burundi par la pérennisation au pouvoir d'un individu et son système en oubliant que la plupart des dictateurs utilisent cette même stratégie. C'est la même stratégie que Pierre BUYOYA et son parti avaient utilisé à l'époque du début des négociations pour refuser de négocier avec les vrais protagonistes.
3. Ledit rapport reprend d'une manière fidèle les propositions émises dans les réunions de la CNDI par les membres du parti au pouvoir, ceux des partis alliés du CNDD-FDD et les membres des organisations qui se disent de la société civile tels que Festus NTANYUNGU, Jacques BIGIRIMANA, Jean de Dieu MUTABAZI, Pasteur HABIMANA, Jean Gilbert Becaud NJANGWA, Venant BURIKUKIYE, et bien d'autres. Selon la CNDI, Les principales propositions de la population sont, entre autres, de supprimer les termes « mandat » et « accord d'ARUSHA » de la Constitution burundaise, d'abroger la disposition permettant aux anciens chefs d'Etat d'être sénateurs à vie. Voilà la volonté de longue date du système CNDD –FDD.

4. Or, Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord d'ARUSHA pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, de nouvelles règles du jeu se sont imposées d'office au Burundi. Actuellement, reconnaître son identité ethnique n'est pas une mauvaise chose, la peur de l'autre a disparu, même si les politiciens à tous les niveaux utilisent toujours l'ethnie comme argument facile pour accéder aux richesses du pays. Nous avons une armée et une police issues en grande partie de ces accords sauf que les politiciens veulent les instrumentaliser. Les mariages se font sans que l'ethnie et/ou la région d'origine ne soit mise en avant.
5. La Constitution du 18 mars 2005 s'est inspirée de l'Accord d'Arusha. L'Accord a aussi mis fin à la guerre civile et imposé les quotas ethniques par le partage de pouvoirs entre les différentes couches sociales du pays. C'est ainsi par exemple qu'au niveau de l'administration publique, il a été prévu 60% et 40% (Hutu-Tutsi) ; 50% -50% au niveau de force de sécurité ; 50%-50% au sénat ; 3 Twa à l'Assemblée Nationale et au Sénat, au moins 30% de femmes dans les différentes institutions publiques et administratives. Maintenant, refuser l'accord d'ARUSHA signifierait retourner dans l'ancien système qu'a connu le Burundi sous les régimes de MICOMBERO, BAGAZA, et BUYOYA. Le CNDD –FDD oublie que n'eut été l'accord d'ARUSHA il n'aurait pas accédé au pouvoir et ceci après une longue période de dictature militaire.
6. En somme, cet équilibre devrait être le gage de la stabilité politico-sécuritaire au Burundi. On devrait pour le moment s'atteler aux questions qui concernent les droits de la 2^{ème}, 3^{ème}, et 4^{ème} Générations pour un avenir meilleur du Burundi.
7. Toute personne ou organisation qui s'oppose à l'Accord d'Arusha veut replonger le Burundi dans une crise d'instabilité socio- politico-sécuritaire et économique constante , et donc donner raison aux causes profondes de l'état continu de violence, d'effusions de sang, d'insécurité et d'instabilité politiques, de la misère , de l'exclusion, du régionalisme, de la mauvaise gouvernance, de la crise sociale, etc, qui ont plongées le peuple burundais dans la détresse et la souffrance pendant des dizaines d'années .
8. Les burundais doivent se lever comme un seul homme pour dire non à toute personne ou parti politique voulant nous faire croire que le Burundi ne peut pas exister sans eux. Ils oublient que les individus et les systèmes passent, mais que le peuple, de génération en génération, ainsi que le pays, restent.
9. Le MCA demande avec insistance aux Nations unies à l'Union Européenne, à l'Union africaine, et plus particulièrement à l'EAC ainsi qu'à tous les acteurs garants de l'accord d'ARUSHA

pour la paix et la réconciliation , de ne ménager aucun effort pour les préserver afin d'éviter une rechute dans les divisions et la misère .

Vive l'accord d'ARUSHA, vive la stabilité durable au Burundi.

Fait à Bujumbura le 28 août 2016

Pour le MCA

Mme PAMELLA MUBEZA

Porte-parole adjoint

